

Le 09 décembre 2020

Service Technique

TECH : 2020-293

Le Maire de la commune de PAREMPUYRE (Gironde) ;

Vu la loi 82 213 du 02 Mars 1982 modifiée par la loi 82 623 du 22 juillet 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et les articles L 2212-1, L.2212-2, L 2212-5 et L.2213-1 et L 2213-2 ;

Vu le code de la route ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté du 6 novembre 1992 modifié ;

Considérant que le caractère constant et répétitif de certains travaux ou interventions sur le domaine public communal dans le domaine des ouvrages de télécommunication d'Orange, ainsi que les travaux d'urgence, nécessitent un arrêté de voirie permanent afin d'assurer le bon fonctionnement et la continuité de ces services publics ;

## ARRÊTÉ PERMANENT

### ARTICLE UN :

Les services d'Orange et ses sous-traitants dans les domaines concernés, sont autorisés à occuper le domaine public routier communal aux fins de réaliser soit des travaux ou interventions d'urgence, soit des travaux d'entretien récurrents pour le bon fonctionnement des services publics pour lesquels Orange est compétent.

### ARTICLE DEUX :

Les travaux d'urgence désignent une intervention imprévue présentant un caractère d'urgence, justifiée par l'existence d'un risque pour l'ordre public et nécessitant une occupation de 8 heures maximum.

### ARTICLE TROIS :

Les intervenants seront tenus de mettre en place et d'entretenir, sous leurs responsabilités, la signalisation afférente à ces chantiers, conforme aux prescriptions interministérielles relatives à la signalisation temporaire des routes et autoroutes en vigueur, diurne et nocturne, appropriée à l'intervention.

### ARTICLE QUATRE :

Les services de la ville devront être impérativement avertis de toutes interventions au plus tard 48 heures avant le jour de l'exécution, par fax, par téléphone, ou par courrier électronique (e-mail).

**ARTICLE CINQ :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur Le Président de Bordeaux Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Direction Territoriale Ouest,  
Monsieur le Directeur du SDIS 33,  
Monsieur le Directeur d'Orange et ses sous-traitants,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Blanquefort,  
Monsieur le Directeur de KEOLIS – 12 Bd Antoine Gauthier, Immeuble Porte de Bordeaux  
33000 Bordeaux,  
Lesquels sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Béatrice de FRANÇOIS**  
**Maire**

